**-Conseil des Collectivités Territoriales
pour le Développement Culturel**

Séance plénière du 27 janvier 2011

Participants :

Frédéric Mitterrand, Ministre, Elodie Perthuisot, directrice adjointe du cabinet, Francis Lacroche, Pierre Lungheretti, Claire Lamboley, conseillers.

Associations représentatives des collectivités locales : ARF : Abraham Bengio, Claire Bernard – ADF : Emmanuel Constant, Olivier Meneux, Catherine Bertin – AMGVF : Anne Gérard, Hélène Cascaro – ADCF : Olivier Bianchi – AMF : Annie Genevard -AMRF : Vanik Berberian – FNCC : Florian Salazar-Martin – FMVM : Marie-Anne Fizet-Gorin, François-Xavier Lejeune.

Personnalités qualifiées : Jean-Pierre Saez, observatoire des politiques culturelles – Robi Rhebergen, président de l'association des directeurs des affaires culturelles – Myrto Vitart, architecte – Michel Coconnier, communauté urbaine de Bordeaux.

Directeurs régionaux des affaires culturelles : Jean-Luc Bredel, Drac Lorraine – Véronique Chatenay-Dolto, Drac Nord-Pas-de-Calais – François Brouat, Drac PACA.

Administration centrale du MCC : Guillaume Boudy, Anne Fendt, Nathalie Simonnet, Carole Spada, Jean-François Chaintreau, Secrétariat général – Xavier North, Délégation générale à la langue française et aux langues de France – Danièle Deal, Bertrand-Pierre Galey, Direction générale des patrimoines – Laurence Franceschini, Nicolas Georges, Direction générale des médias et des industries culturelles – Georges-François Hirsch, Christopher Miles, Direction générale de la création artistique – Patrick Olivier, Jérôme Bouët, IGAAC.

Autres ministères : Barbara Daviet, Education nationale, jeunesse et vie associative - Jean-André Viala, Affaires étrangères et européennes – Mathieu Duhamel, Virginie François, Intérieur

Excusés : Karine Gloanec-Maurin, présidente de la FNCC ; Jean-Claude Van Dam, Drac ; François Baratte et Marcel Desvergne, personnalités qualifiées ; CNC.

Frédéric Mitterrand, Ministre de la Culture et de la Communication

Le Ministre présente ses meilleurs vœux pour l'année 2011. Il introduit son intervention en évoquant la création en 1960 de la Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture. En 1975, Michel Guy invente les chartes culturelles entre l'Etat et les grandes villes et en 2002, Catherine Tasca engage une réflexion sur les nouveaux territoires de l'art. Il souligne l'ambition territoriale qui est au cœur de l'action de ce ministère, et qui est toujours aussi présente. C'est pour lui une grande satisfaction de pouvoir accueillir pour la quatrième rencontre et dans le cadre de ce Conseil des Collectivités Territoriales pour le Développement Culturel les associations d'Elus. Il apprécie ces temps de rencontre, dont le but est de placer l'ambition culturelle au cœur du développement des territoires, des villes, des départements et des régions.

Dans une période de tension sur les finances publiques, la tentation d'arbitrages qui se feraient au détriment de la culture peut paraître parfois forte. C'est ce choix qui a été pratiqué, parfois brutalement, chez certains de nos partenaires européens. Ce n'est pas le choix du Gouvernement, comme l'ont attesté les vœux présentés par le Président de la République au monde de la culture. Il insiste sur le fait que les collectivités territoriales et l'Etat, doivent poursuivre ensemble et amplifier leurs efforts pour développer l'offre culturelle sur tous les territoires, pour conquérir et gagner encore de nouveaux publics, pour accompagner les artistes et la création émergente.

Il connaît les difficultés des collectivités locales pour préserver les financements consacrés à la culture et indique que les besoins et les attentes vont amener l'Etat et les Collectivités à conduire une refonte et un approfondissement de leur partenariat pour aboutir à une véritable responsabilité partagée dans les politiques culturelles au niveau local.

Des choix stratégiques doivent être faits et de véritables grands projets partagés doivent être portés avec chacun des territoires. A cet égard, il remercie Jérôme Bouet d'avoir, au terme de plusieurs mois d'écoute et de concertation, proposé 21 mesures concrètes pour donner un nouveau souffle aux partenariats Etat/Collectivités. Son rapport lui a été remis fin novembre, dans sa version actuelle. Il a fait l'objet de concertations internes avant d'être envoyé aux Elus. Il prendra en compte les observations de tous, avant de le rendre véritablement public. Il retiendra les expérimentations et les mesures qui s'imposent aux yeux de tous, Etat et collectivités territoriales, sans nuire aux travaux en cours liés à la réforme des collectivités territoriales. Le Ministre indique qu'il s'est battu pour le maintien de la clause de compétence générale pour la culture, dans le cadre de cette réforme et entend suivre avec une très grande attention les travaux de Monsieur Jean-Jacques de Peretti, maire de Sarlat, auquel le Président de la République a confié une mission sur les conditions précises d'élaboration des futurs schémas de répartition des compétences et de mutualisation des services entre les conseils régionaux et les conseils généraux, qui sont prévus par la réforme territoriale.

Le Ministre souligne l'investissement régulier des associations d'Elus et la qualité des échanges ouverts et parfois passionnés qui ont permis, au long de cette année 2010, de réfléchir, de travailler ensemble sur l'évolution des politiques publiques en matière culturelle. 2011 doit être une année de projets et de réalisations à la lumière de ce travail de réflexion qui a été entrepris.

A son initiative, le ministère s'est engagé depuis plusieurs mois dans un travail de réflexion et de synthèse sur la démocratisation culturelle. Ce sera l'objet du forum Culture 2011 qui sera organisé à La Villette le 4 février prochain. Il s'inscrit dans la continuité des 25 forums régionaux qui se sont tenus sur ce thème depuis octobre. Il souligne que le Ministère agit constamment et ouvre de nouvelles perspectives. Le Ministre insiste sur sa volonté de ne pas remettre en cause ce qui est au cœur de l'action patiente et continue des pouvoirs publics, de ses prédécesseurs depuis la création de ce ministère, et bien évidemment en aucun cas le travail remarquable accompli par les principaux acteurs de la vie et de l'animation culturelle du pays. Bien au contraire, il rend hommage à tous ceux qui travaillent constamment à l'amélioration des pratiques culturelles et à l'accès et à la transmission de la culture en France, qu'il s'agisse des personnes travaillant dans les musées ou des acteurs du spectacle vivant.

Les bonnes pratiques doivent être mises en avant ainsi que les expertises des acteurs culturels de terrain qui ont surgi depuis une quinzaine d'années. Ainsi le travail des associations pour rapprocher l'offre culturelle et la demande des citoyens doit être pris en compte et il compte sur leur présence et leur participation dans ce travail, et notamment lors du forum Culture 2011. Cette ambition doit également être transversale et irriguer l'ensemble des terrains d'action. Le Ministère a repensé les cahiers des charges des institutions de la création financées par le ministère afin de mettre au cœur de leurs projets, les projets artistiques et les actions innovantes qu'ils conduisent déjà vis-à-vis des publics éloignés de l'art et de la culture.

Les initiatives illustrant cette ambition au service de tous les territoires se déclinent ainsi :

Le lancement, le 12 janvier dernier, de l'année des Outre-mer qui permettra de mettre en valeur la fantastique richesse artistique et culturelle des territoires ultramarins. Dans le droit fil des orientations énoncées par le Président de la République lors du Conseil interministériel de l'Outre-mer du 6 novembre 2009, le Ministre a souhaité renouveler profondément les modes d'action du ministère dans ces territoires. L'effort budgétaire de 7 millions d'euros supplémentaires pour l'Outre-mer, décidé en 2010, sera reconduit en 2011. Il permettra de mettre en valeur un véritable plan pour les cultures des Outre-mer, valorisant les patrimoines – notamment immatériels –, la diversité linguistique, le développement de la culture publique, le spectacle vivant.

Des actions constructives ont été mises en place afin de prendre en considération les zones rurales, mais aussi péri-urbaines connaissant de profonds bouleversements de leur population et de leur mode de vie. Celles-ci concernent : Les Assises des territoires ruraux dont il annoncera un plan d'action au cours du premier trimestre 2011 ; le soutien aux salles de cinéma, dont le dispositif d'aide à la numérisation des salles de proximité est l'un des axes ; les 14 propositions pour le développement de la lecture, qui ont été présentées par le Directeur du Livre Nicolas Georges, s'inscrivent également dans cette dimension ; les Assises de la lecture publique, qui se tiendront à Nancy en septembre 2011 et qui permettront de faire un premier bilan des actions qui ont été menées et partager les expérimentations et les bonnes pratiques dans le domaine de la lecture publique à l'heure du numérique. Le déploiement en cours de la télévision numérique terrestre. A cet égard, il revient un instant sur l'année des Outre-mer, puisque désormais grâce à la TNT, France Ô sera reçue sur tous les territoires métropolitains.

Concernant les langues régionales : l'Etat et les collectivités travaillent depuis longtemps ensemble et rappelle que la réforme constitutionnelle de juillet 2008 est venue consacrer ce travail en commun, puisque dans le titre XII de la Constitution consacré aux collectivités territoriales, la reconnaissance des langues régionales s'est inscrite dans notre loi fondamentale : « *Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France* » (article 75-1). Un principe de responsabilité partagée a été introduit dans la loi fondamentale de la République. En vertu de celui-ci, le Ministre souhaite que s'engage un dialogue et indique qu'une première étape a été franchie avec l'élaboration d'une note d'intention visant à jeter les bases d'une politique concertée entre l'Etat et les collectivités locales en faveur des langues régionales sur le champ de la culture et suivra avec attention l'intérêt que ce sujet suscitera notamment chez les élus souhaitant faire avancer encore sensiblement ce dossier. Il indique qu'il a demandé à Xavier North, délégué général à la langue française et aux langues de France, de recevoir les associations qui en ont manifesté le souhait et d'être à l'écoute de leurs propositions qui viendront abonder la réflexion contribuant à l'élaboration d'un document commun.

En matière d'enseignement supérieur, le Ministre constate avec satisfaction que cette réforme a connu des résultats remarquables. Toutes les collectivités concernées ont mené à bien le changement de statut des écoles d'art avant la date du 31 décembre, ce qui constituait l'une des conditions de reconnaissance au grade de master des diplômes qu'elles délivrent. Il constate que les rapprochements entre écoles territoriales se sont déjà mis en place. A partir de 47 écoles territoriales, ce sont 31 EPCC d'enseignement supérieur qui ont été créés, dont deux communs avec le spectacle vivant. La démarche doit être poursuivie. Cette étape franchie ne doit pas faire perdre de vue les chantiers à venir. Ils concernent la recherche, le développement des activités internationales, mais aussi la qualification des personnels. La réflexion doit se poursuivre ensemble au travers notamment du groupe de travail sur l'enseignement supérieur Culture qui devrait se réunir rapidement sur ces enjeux essentiels. Celui-ci devra également reprendre ses travaux sur la décentralisation des enseignements artistiques, au vu de la dernière prise de position de l'Association des Régions de France, qui doit être complétée prochainement par d'autres propositions.

Le Ministre évoque rapidement le travail réalisé par la sénatrice Françoise Férat sur les monuments historiques et sa proposition de loi qui a été adoptée le 26 janvier au Sénat. Ce texte semble aller dans le bon sens, dans la mesure où il rappelle les conditions qui encadrent le transfert des monuments historiques telles qu'elles avaient été définies par la commission Rémond en 2004. Ce texte maintient le principe du contrat et du partenariat entre la collectivité qui fait une démarche volontaire de demande de cession et l'Etat qui propose les monuments aux collectivités. Il signale la création d'un Haut Conseil du Patrimoine plaçant au cœur de la procédure la démarche culturelle, historique et patrimoniale.

Le Ministre souhaite porter une ambition artistique et culturelle également pour le spectacle vivant. L'analyse de la fréquentation des lieux de spectacle vivant depuis quelques années conforte le Ministre dans son analyse qu'a la population du désir de vivre de grands moments de partage et d'émotion collective autour des spectacles -tous genres confondus- ou concerts et cela malgré la société des écrans. Il constate le même phénomène dans les salles de cinéma, qui ont connu un nouveau record de fréquentation en 2010 avec plus de 206 millions de spectateurs, en dépit du développement des supports numériques et de la vidéo à la demande. Il souligne que les réseaux du spectacle – centres dramatiques nationaux, centres chorégraphiques nationaux, scènes nationales, scènes de musique actuelle (SMAC) – , réalisent un travail fantastique de soutien à la création, mais aussi de sensibilisation des publics aux arts de la scène. Les conférences régionales du spectacle vivant, qui se sont poursuivies tout au long de l'année 2010, ont permis de partager des diagnostics et d'approfondir la réflexion sur les enjeux des années à venir pour l'ensemble des équipes artistiques. C'est pourquoi il entend accompagner au cours de l'année qui vient une étude approfondie sur la question des financements et des ressources, au-delà des subventions qui relèvent du budget du ministère, nécessaires au développement de ce secteur. Le Ministre insiste sur le fait que tout se fera avec les organismes représentatifs du spectacle vivant et avec les collectivités territoriales qui sont les premiers financeurs du spectacle vivant, et souhaite les associer étroitement à cette réflexion qui constitue un chantier important de l'année 2011. Cette réflexion qui s'ouvre ne portera pas atteinte aux subventions et au soutien apportés par l'Etat, il s'agit seulement de développer des ressources supplémentaires et en aucun cas à amoindrir celles dont l'Etat a la maîtrise et pour lesquelles il s'est battu durant toute l'année.

Par ailleurs, une meilleure promotion des musiques actuelles et à une adaptation de leurs outils doit être menée. Les nouvelles circulaires relatives aux scènes de musique actuelle ont été transmises aux préfets en septembre dernier. Il propose une réflexion commune pour une ouverture de ces lieux à la location pour des producteurs et entrepreneurs de spectacle.

Il souligne que le fonctionnement actuel du numérique et le dérapage vers le piratage et contre lequel le Ministère lutte avec efficacité avec l'établissement de l'Hadopi – ont entraîné un regain d'intérêt, d'énergie et de dynamisme pour le spectacle musical vivant. Il est essentiel que les SMAC soient très attentives à la diversité nouvelle qui se présentera à elles. Il y a dans ce sujet un enjeu de diversité culturelle et un enjeu économique, car l'ouverture des SMAC à la location permet de mieux faire vivre l'ensemble du système. Il y a de la part du Ministre une incitation à plus d'ouverture et de diversité culturelle, compte tenu de l'évolution des désirs du public et de l'évolution du financement de toute la filière. Le cahier des charges des Zénith doit également être revu. Un plan d'action pour le spectacle vivant sera établi et en mesure d'être annoncé au printemps 2011 après les concertations nécessaires et souhaite que les collectivités locales puissent avoir des échanges avec son cabinet et la DGCA lors des réunions de travail régulières du Conseil des Collectivités sur ce projet de plan. Également, nous nous apprêtons à fêter les trente ans des fonds régionaux d'art contemporain, véritable outil de proximité au service de la création contemporaine. Le Ministre souhaite lancer un cycle de concertation nationale sur les arts plastiques. L'ensemble des acteurs de l'écosystème de l'art contemporain doit être mobilisé, notamment ceux présents sur vos territoires (les FRAC, les centres d'art, les écoles, etc.), pour créer le désir d'art auprès de nouveaux publics, pour accompagner les talents émergents, pour renforcer la scène française sur le plan international.

En conclusion, il a bien noté que pour le premier semestre 2011 d'autres sujets de fond seront abordés entre l'Etat et les Collectivités : l'archéologie préventive, la définition d'une plate-forme d'échange ainsi que la remontée d'expérimentations conduites dans le domaine numérique, l'éducation artistique et culturelle, le développement durable. Contraint de quitter le Conseil par son emploi du temps, il réaffirme son attachement aux échanges tenus au sein du Conseil et durant le temps qui lui est imparti pour ceux-ci donne la parole à Claire Lamboley sur les questions d'enseignement.

Points de discussion

Claire LAMBOLEY

Claire Lamboley propose de répondre aux questions relatives à l'enseignement supérieur et rappelle sur l'enseignement initial la récente prise de position de l'ARF qui se traduira par la mise en place rapide d'un travail conjoint avec les associations d'élus. Selon ses informations, celles-ci sont en train de formaliser des propositions. A cet égard, une réunion sur ces questions liées à la décentralisation des enseignements artistiques doit être rapidement programmée et ajoutée par conséquent au calendrier proposé.

Olivier Bianchi, Assemblée des Districts et des Communautés de France

L'AdCF figure parmi ceux qui ont demandé l'inscription de cette question à l'ordre du jour. La réponse réside dans l'organisation rapide d'une réunion de la commission de travail sur l'enseignement artistique. Même si la réforme se met en place sur l'ensemble des territoires, il leur semble nécessaire d'examiner ensemble les questions liées à l'adossement de la recherche et à la définition que pourrait prendre cette dimension dans les écoles supérieures d'art. Il s'agit de susciter un dialogue et une réflexion en commun, non pas seulement entre le Ministère de la Culture et le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, mais aussi avec les collectivités locales et les EPCC, afin précisément de mesurer les incidences de la réforme sur les territoires. S'agissant de cette problématique des écoles d'arts, la question du statut des enseignants est loin d'être anodine. Elle devient un objet de crispation sur les territoires. Il est aujourd'hui nécessaire que l'Etat et les collectivités, ensemble, donnent un signe aux enseignants en la matière.

Florian SALAZAR-MARTIN, Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture

Sur la question du statut des enseignants, la FNCC a sollicité les autres associations en vue de rédiger un courrier. Cette question est pour nous fondamentale. Elle est en effet l'illustration concrète du partenariat Etat/collectivités. Nous bâtissons ce qui sera opérationnel pour des générations d'artistes et d'enseignants. L'enjeu n'est pas simplement financier, même si celui-ci a pu être un point d'achoppement. Se pose également la question des CEPI, mais aussi d'une organisation nationale et régionale. A cet égard, nous avons élaboré un certain nombre de propositions en matière de décentralisation, que je ne présenterai pas aujourd'hui. Pour l'instant, nous consultons les autres organisations et nous vous soumettrons ultérieurement ces propositions.

Emmanuel CONSTANT, Assemblée des Départements de France

La question des schémas d'organisation des compétences et de mutualisation des services des articles 75 à 77 de la réforme territoriale, complétée par de nouvelles règles de financements croisés inquiète l'ADF. En effet, celle-ci observe un double mouvement, avec d'une part une contractualisation que l'on espère volontaire mais qui apparaît presque forcée, et d'autre part un autre mouvement qui s'apparente à un transfert de compétences. S'agissant du transfert des monuments historiques, l'ADF voit bien dans quelle situation pourraient se retrouver dans quelques années les collectivités territoriales si la question des schémas devenait quelque peu contraignante et la question des transferts obligatoire. Ainsi, on parviendrait à une situation dans laquelle les collectivités territoriales seraient finalement liées à l'État pour des obligations qui lui revenaient antérieurement, et ne pourraient plus continuer à porter des politiques auxquelles elles sont attachées. La question de l'autonomie et de la libre administration des collectivités territoriales dans ce cadre, y compris financier, très contraint, reste posée.

Annie GENEVARD, Association des Maires de France

Mme Genevard remercie le Ministre d'avoir initié le processus de relance du partenariat entre l'Etat et les collectivités territoriales et remercie également Monsieur Bouët pour le travail qu'il a effectué. L'approche territoriale des questions culturelles est fondamentale pour l'Association des Maires de France et trouve particulièrement pertinente l'idée que la culture soit un outil pour lutter contre la spécialisation des espaces (l'espace de vie, l'espace de travail, l'espace de loisirs) et envisagée comme un outil efficace d'ancrage dans les territoires. De ce point de vue, poser le principe de l'adaptation du partenariat à la réalité de ce territoire, s'il s'agit d'une idée simple, sa mise en application est toujours complexe. A cet égard, l'approche interministérielle des questions culturelles est tout à fait intéressante. En effet, chaque territoire de la France recèle une histoire patrimoniale et industrielle qui lui est propre. Valoriser cette histoire par le biais de la culture est finalement la meilleure garantie d'une approche différenciée. Cette prise en compte légitime des territoires dans leur diversité doit aller jusqu'à la définition des enjeux stratégiques. A cet égard, l'AMF souhaiterait formuler une proposition concernant la recommandation numéro 1. Elle souhaite que l'on associe aux régions, aux départements ainsi qu'aux grandes villes, les associations départementales de maires. Chaque département de France dispose d'une association départementale de maires et chacune de ces associations comporte un référent Culture. Il n'est donc pas très difficile d'associer de cette façon l'ensemble des collectivités locales.

Concernant le cinéma, l'AMF signale que lorsqu'on examine de près l'évolution positive de la fréquentation, on s'aperçoit que le prisme des statistiques peut être trompeur. La très intéressante politique de numérisation des salles de cinéma, qui porte d'ores et déjà ses fruits, peine en réalité à enrayer la chute de la fréquentation des petites salles de proximité. Si elle en croit ce que lui disent les exploitants, deux raisons à ce phénomène peuvent être avancées. Premièrement, la généralisation de la TNT a finalement mis à la disposition du plus grand nombre une offre très abondante de cinéma. Deuxièmement, la numérisation des salles n'a pas rendu plus facile l'accès aux films. Elle estime que le ministère doit peser de tout son poids auprès des distributeurs afin que la numérisation soit véritablement une facilitation de l'accès aux films. Seuls les maires, qui sont au plus près du territoire, peuvent informer le Ministère sur ces évolutions.

L'AMF précise qu'elle a souvent dit que l'intercommunalité devait être véritablement un outil de projets et non nécessairement porter la compétence culturelle. Elle réaffirme que tout ne passe pas par le prisme de

l'intercommunalité. Cette dernière n'est qu'un outil, qui ne supprime pas la notion de subsidiarité. En l'occurrence, l'intercommunalité n'a pas à devenir une règle systématique et l'interlocuteur unique de l'État en matière d'action territoriale.

Frédéric MITTERRAND

Les points soulevés par l'AMF interpellent le Ministre et concernant le cinéma, ce problème sera l'objet d'un prochain échange avec Eric Garandeau et le Centre national de la cinématographie et de l'image animée. Il a conscience qu'il est en effet possible que le choc de la TNT entraîne une désaffection vis-à-vis des salles de proximité mais peut être que provisoire.

La piste de réflexion proposée concernant l'accès plus rapide aux films de grande diffusion pour ces salles doit être discutée. Il rappelle qu'il n'est pas question de ligoter les collectivités avec des schémas ou des règles, mais bien au contraire d'aller dans le sens de la liberté d'invention et d'élaboration de projets.

Florian SALAZAR-MARTIN, Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture

Monsieur Florian Salazar-Martin est sensible à l'ambition que le Ministre porte à la culture pour la France. La FNCC sera à ses côtés pour défendre cette ambition. Non seulement elle est indispensable, mais elle est vitale pour un pays comme la France dans un contexte mondialisé de tensions et d'inquiétudes. La FNCC s'inscrira avec vigueur dans les chantiers proposés pour 2011 et au-delà.

Il estime que la remobilisation autour du partenariat Etat/Collectivités est indispensable. Nous nous inscrivons dans un changement de paradigme très fort et très puissant. Les ministres n'ont pas toujours reconnu le poids des collectivités territoriales dans le domaine culturel. Ce poids des collectivités territoriales n'est pas seulement financier ; il est aussi moral et en termes de responsabilité. Il s'agit de construire ensemble, Etat et collectivités territoriales, cette nouvelle arborescence, dans un contexte de réforme territoriale, de suppression de la taxe professionnelle mais aussi d'une grande réforme fiscale à venir. Concernant la recherche de nouvelles ressources nécessaires à trouver, il indique que la FNCC a évoqué la problématique des contenus culturels numériques au Sénat. Dans ce domaine également, il conviendra de trouver de nouvelles ressources. Les sénateurs ont proposé, dans le projet de loi voté la veille, la mise en place d'une taxe additionnelle sur les paris lignes. Au final, les enjeux sont extrêmement forts et l'Etat et les collectivités doivent les affronter ensemble. Dans le même temps, des renoncements sont faits dans les territoires au niveau financier. Des collectivités diminuent leur empreinte financière sur la culture. Il faudra donc être unis et forts pour défendre partout cette ambition culturelle.

Une nouvelle maturité des collectivités territoriales se fait sentir. Le Conseil des Collectivités, qui a été réactivé, montre que l'Etat et les Collectivités disposent aujourd'hui d'une capacité à s'entendre et à travailler ensemble. On le constate par exemple en matière d'enseignement supérieur, où des fractures significatives existaient entre les catégories de collectivités. Depuis deux ans, un travail acharné est mené pour essayer de sortir de l'impasse. Il pense que les propositions formulées récemment par les Régions de France vont concrétiser ce travail, même si tous les sujets ne sont pas réglés.

A l'initiative de la FNCC, toutes les fédérations de collectivités ont signé à Avignon la déclaration « Pour une république culturelle décentralisée, l'engagement solidaire des collectivités territoriales ». Dans le même esprit, il lui semble que les collectivités sont aujourd'hui matures pour être elles aussi à l'initiative de propositions et non plus seulement cantonnées à un rôle de réaction à des rapports, aussi intéressants soient-ils. Ces propositions reposeraient ainsi sur une vision territoriale et non sur la seule vision de l'Etat. C'est une suggestion que je formule. Elle n'est pas fermée, ni définitive. Mais en tout cas, notre volonté est bien de s'inscrire dans cette nouvelle configuration où l'Etat et les collectivités dans leurs différences travaillent de concert. Vous avez évoqué dans votre discours la réforme territoriale et les enjeux de la compétence. Au lieu d'attendre et de réagir aux décisions de l'Etat et des parlementaires, nous pouvons aujourd'hui accompagner, proposer et faire en sorte que les choix soient positifs pour cette ambition dont vous avez parlé.

Ces deux points de vue sont également légitimes. C'est précisément du dialogue entre les deux que surgiront des projets pour les monuments ou des projets pour la restauration du patrimoine plus équilibrés entre collectivités territoriales et Etat.

Abraham BENGIO, Association des Régions de France

Au nom de l'ARF, Abraham Bengio souscrit pleinement aux propos de Florian Salazar-Martin et l'association des régions de France est en train de réfléchir à des propositions qui pourraient être soumises, en écho au rapport de Jérôme Bouët. Il souligne que ce rapport est un moment fort de la vie du ministère et de la concertation avec les collectivités territoriales. Celui-ci comporte des propositions qui concernent l'organisation du ministère et de la décentralisation. Il comporte aussi des propositions qui concernent les collectivités. Elles sont de deux ordres : les unes évoquent des possibilités de transfert de certaines compétences ou missions, tout en préservant un accompagnement et un contrôle technique qui paraissent indispensables ; d'autres propositions concernent le co-pilotage. Cette notion de co-pilotage abordée à plusieurs reprises dans le rapport, mérite d'être creusée. Elle peut en l'occurrence porter par exemple sur les contrats d'objectifs des institutions, ou encore le co-pilotage de crédits comme ceux du spectacle vivant. L'important est la possibilité de marier et de mettre en harmonie les points de vue qui sont différents et également légitimes de l'Etat et des collectivités. Ainsi, concernant par exemple la proposition de transfert des crédits d'entretien et de restauration des MH, c'est précisément de ce dialogue que pourraient surgir des « projets de monuments » qui tiennent compte à la fois de l'état sanitaire des édifices et de l'impact de leur restauration sur le développement local.

Olivier BIANCHI, Assemblée des Districts et des Communautés de France

Olivier Bianchi constate que le Conseil est directement entré dans le temps de l'échange, échange qui se poursuivra d'ailleurs à l'AdCF au mois de février avec Jérôme Bouët qui rencontrera la commission Culture de l'AdCF et remercie celui-ci de ces propositions qui tracent des voies pour une nouvelle relation forcée, pas seulement partenariale mais aussi de coproduction entre les territoires et l'État. Il y voit une piste féconde. La proposition numéro 6, relative aux métropoles, renvoie à la question de l'intercommunalité, qui est également abordée dans la proposition numéro 10 sur l'appui technique et qui relève plus, en tout cas selon sa compréhension, d'une problématique rurale. Il rappelle la loi Chevènement, qui a fondé l'intercommunalité et qui ne porte que sur le transfert des équipements culturels et sportifs. L'AdCF y voit des contradictions quant au développement des projets culturels.

En l'occurrence, elle appelle à un élargissement de ce champ de compétence. En effet, on ne peut pas transférer des bâtiments et des murs. Dans le domaine culturel, ce sont aussi les projets à l'intérieur de ces bâtiments qui sont au cœur des intérêts des Collectivités.

Un échange permanent doit s'instaurer car chacun des échelons travaille sur des stratégies qui lui sont propres et qui sont territorialisées. Olivier Bianchi revient sur la notion de métropole qui lui apparaît à la fois plus large au début du rapport, puisque l'on parle des métropoles dans le sens des capitales régionales, et qui finit dans le cadre de la proposition numéro 6 par une définition plus restreinte qui renvoie à la réforme territoriale. Cette proposition numéro 6 réduit grandement le champ d'intervention puisque les très grandes métropoles de 500 000 habitants ne sont pas si nombreuses. Même si on veut en faire un levier pour pousser au rassemblement d'aires urbaines élargies, cette approche ne peut pas suffire car alors serait appliquée une favorisation des très grandes métropoles et la mise en œuvre de collaborations dans le monde rural entre les communes, l'intercommunalité et l'État ; et au milieu, ces grandes villes de France qui font le maillage culturel de cités qui, avec leurs intercommunalités, sont aujourd'hui des territoires au cœur de la construction de politiques publiques culturelles.

Georges-François HIRSCH

Georges-François Hirsch précise la démarche qu'il souhaite proposer aux Collectivités territoriales d'aborder en 2011, s'agissant d'un partenariat renouvelé entre l'Etat et les Collectivités. Ainsi, à l'issue des travaux conduits dans le cadre des Entretiens de Valois et des conférences du spectacle vivant en régions, il souhaite proposer aux collectivités, sous l'égide des préfets de région/Drac, une rencontre commune DGCA-DRAC/Collectivités, pour déterminer ensemble qu'elles pourraient être, dans le domaine de la création, les

principales actions à mener dans les trois prochaines années dans chacune des régions concernées, puis définir les modalités de leur mise en œuvre et s'accorder sur la répartition de leurs financements entre chaque collectivité publique concernée. Tous les sujets pourraient être abordés, y compris ceux évoqués par l'ARF de co-pilotage des politiques publiques.

A l'issue de cette concertation, région par région, un document cadre pourrait ainsi être élaboré entre l'Etat et les Collectivités, qui définirait les objectifs et les engagements financiers de chacun.

Véronique CHATENAY-DOLTO

Véronique Chatenay-Dolto signale que les préfets de région ont été sollicités sur l'ensemble des propositions contenues dans le rapport de Jérôme Bouet et salue le caractère pragmatique de la démarche proposée par celui-ci. Ce dernier emploie d'ailleurs le terme de «boîte à outils». Il lui paraît pertinent que la démarche ne consiste en aucun cas à proposer un modèle unique. Il ne s'agit pas de défendre l'absence de lignes politiques, bien au contraire. Mais il est important de ne pas réduire les actions, les figer voire les contredire par une sorte de rigidité nationale. Concernant l'importance de l'intercommunalité en tant que levier, elle rappelle qu'il faut garder à l'esprit les difficultés qui peuvent se poser en la matière. Parfois, des prises de compétences ont donné lieu à des retours en arrière. Le rapport souligne que ces nouveaux partenariats et ces éventuels co-pilotages devraient entraîner des réorganisations et la prise en compte de nouvelles compétences à l'intérieur des DRAC, notamment dans le domaine du numérique. Toutefois, elle estime que cette dimension n'est pas liée à une seule Direction générale mais est complètement transversale. Il faut donc intégrer des nouvelles compétences au sein des DRAC, et aussi une nouvelle manière d'approcher les pratiques culturelles et les conditions de la création artistique et de sa diffusion. Par ailleurs, la proposition relative aux métropoles apparaît être un élément très complexe de réflexion sur lequel se sont interrogés les DRAC. Pour sa part, elle prend cette proposition dans le cadre de la réforme en cours des collectivités territoriales. Les métropoles sont un élément de levier de la force des collectivités. Comment articuler un partenariat fructueux, intelligent et d'avenir sur ces territoires ? La réponse apportée est une proposition de globalisation des crédits de l'État. Cela ne doit pas conduire à un transfert de compétences qui ne dirait pas son nom. Pour autant, il y a matière à réflexion sur ce que seront ces nouvelles métropoles en matière culturelle. Comment s'inscriront-elles sur le territoire régional qu'elles ont à irriguer ? La plupart des institutions culturelles situées sur le territoire de la métropole ont en effet vocation à irriguer bien au-delà de ce territoire.

François BROUAT

François Brouat souligne que si l'ensemble des collectivités territoriales ont une compétence en matière culturelle, elles n'interviennent pas de la même manière. Les villes sont les premiers financeurs et sont essentiellement des gestionnaires d'équipements. Mais les rapports que les Drac entretiennent avec les départements et les régions sont très différents. Ils visent en effet, à élaborer des stratégies sur des territoires plus larges et à apporter un soutien à des projets notamment à des collectivités de premier niveau (intercommunalité ou commune). Il partage les propos tenus par le représentant de l'Association des Communautés de France. L'un des enjeux les plus importants des années à venir est la prise en compte des intercommunalités dans les politiques culturelles. Cela concerne évidemment les métropoles, comme l'a souligné Jérôme Bouët, mais aussi l'ensemble des intercommunalités. Il souligne qu'en région PACA, très peu d'intercommunalités ont acquis la compétence culturelle. Il lui apparaît important que puisse être défini ensemble des politiques à l'échelon pertinent des territoires.

Jean-Luc BREDEL

Il estime que la notion de «boîte à outils», signifie une différenciation selon les situations des régions, voire à l'intérieur de celles-ci et insiste sur les propos que vient de tenir François Brouat concernant la différence de nature entre les niveaux de collectivité. Les DRAC sont naturellement au même niveau de réflexion que les conseils régionaux. Cette question de la métropolisation est aujourd'hui posée politiquement dans les territoires et il sera nécessaire d'être très attentifs aux interrogations posées dans chaque territoire. Toute cette réflexion sur la politique culturelle doit intégrer la nécessité d'une véritable dialectique entre les politiques mises en œuvre ensemble dans les grandes villes et les politiques dans les territoires ruraux.

La Lorraine peut se prévaloir d'un cas d'école sur ce sujet. En effet, 80% des moyens sont concentrés sur le sillon lorrain. Or à l'est et à l'ouest, les départements des Vosges et de la Meuse appellent un rayonnement et un rôle nouvellement défini des grandes structures situées dans les métropoles. Il salue le travail accompli par Jérôme Bouët.

Annie GENEVARD, Association des Maires de France

Pour elle, la prise en compte de la singularité des territoires suppose aussi de regarder le fonctionnement des intercommunalités dans les territoires. Il faut savoir qu'en certains lieux, le bourg-centre porte une dynamique propre. Or la dévolution de la compétence culturelle priverait le territoire de cet élément moteur porté par le bourg-centre. Pour exemple, dans sa commune, il a été mis en place une politique culturelle d'envergure. Celle-ci a suscité naturellement des besoins dans les communes avoisinantes. Dans ce cas précis, l'intercommunalité est sollicitée par le biais du fonds de concours, afin d'élargir au territoire intercommunal des actions initiées par le bourg-centre. Il lui semble que dans le débat, il ne faut pas se figer sur des questions purement administratives, mais plutôt se concentrer sur l'aspect opérationnel des dispositifs. Lors des Entretiens de Valois, précédant la mise en place des conférences régionales du spectacle vivant, il avait été posé le principe d'établissement d'une sorte de cartographie de l'action culturelle sur chacun des territoires. Il lui paraît important d'accomplir ce travail car il permettra de connaître plus précisément l'action culturelle sur tous les territoires. Elle pense que ce travail devrait être réalisé dans chaque DRAC, en concertation avec les régions, les départements et les villes. Il s'agirait d'élaborer une sorte de photographie, qui constituerait le point de départ de définition des politiques. Cela permettrait de déterminer, selon les lieux, si l'intercommunalité ou l'approche municipale est pertinente.

Georges-François HIRSCH

Pour information, la DGCA a lancé cinq études qui fourniront un éclairage actualisé, et parfaitement comparable entre les 5 régions, sur les montants et clés de financements publics de la culture (dont spectacle vivant et art contemporain) en région. Elles seront restituées par la PFI dans le cadre de la plateforme Observation à l'été 2011. Par ailleurs, l'actualisation par la DGCA de l'atlas national de la création artistique est en cours, sur la base des remontées d'informations par les DRAC sur les financements Etat et collectivités territoriales des principaux réseaux, programmes et structures subventionnés par le ministère. L'atlas sera publié dans le courant 2011.

Florian SALAZAR-MARTIN, Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture

Concernant les métropoles, il faut bien distinguer la loi et ce qui se fait dans les territoires. On peut citer à titre d'exemple les enjeux métropolitains sur la ville de Marseille et sur le département des Bouches-du-Rhône, et plus largement sur la région PACA. Personne n'est en mesure de déterminer ce qu'il en ressortira. Il faut tenir compte de certains éléments. Il en va de même pour la question de l'intercommunalité. La loi demande la finalisation de la carte de l'intercommunalité. Mais chacun sait que dans le cadre de la loi, les préfets disposent d'une fenêtre de tir pour éventuellement regrouper les intercommunalités. François Brouat a souligné que peu d'intercommunalités avaient acquis la compétence culturelle. On peut aussi le comprendre. Les inquiétudes sont réelles, des volontés politiques sont en jeu.

Le rapport de Jérôme Bouët est un rapport d'Etat. Il peut aussi être considéré comme un premier rapport d'étape, marquant le « temps 0 » d'une démarche de long terme. On peut ainsi envisager à l'avenir des temps 1, 2 ou 3 permettant de dresser régulièrement un état d'avancement. De manière générale, la FNCC considère que le rapport est encore trop « descendant », de l'Etat jusqu'aux différents échelons territoriaux. Elle reconnaît que l'avancée est considérable, mais elle juge nécessaire que les territoires soient pris en compte d'une manière totalement nouvelle. Il s'agit de prendre en compte la diversité des territoires, mais aussi leur histoire.

La confiance mutuelle sera nécessaire dans une période marquée d'une part par la restriction des moyens et, d'autre part, par une forte coercition exercée au niveau des politiques de l'Etat. Il rappelle à cet égard que la norme aboutit aujourd'hui à des contraintes totalement abusives et peut freiner toute ambition d'un

territoire. Il suffit de citer par exemple les problématiques de construction et d'architecture. Il y a réellement besoin de travailler d'une nouvelle manière. C'est pour cette raison que la FNCC propose une démarche de travail ascendante, ou du moins transversale, qui prendrait en compte la diversité et la complexité des territoires.

Jean-Pierre SAEZ

Jean-Pierre Saez salue le travail de Jérôme Bouët et précise qu'il s'exprime avec la légitimité et l'illégitimité de l'expert, c'est-à-dire ni au nom des collectivités territoriales, ni au nom de l'État. Comme cela a été souligné à plusieurs reprises, la marque de fabrique du modèle culturel français, c'est la coopération, le partenariat, la contractualisation entre l'État, les collectivités territoriales, les organismes artistiques et culturels. Le fondement de ce modèle, c'est le principe de service public, c'est le fait que l'intérêt général soit pris en charge par l'ensemble des acteurs impliqués dans les politiques culturelles. Dans la période récente on a entendu des considérations soutenant que le ministère avait fait son temps. qu'il fallait aller vers un autre modèle... La question n'est pas de changer de modèle fondamental car le ministère joue un rôle d'équilibre majeur dans nos politiques culturelles, il est plutôt, comme le disait Florian Salazar Martin, de changer de paradigme dans les relations entre État et collectivités. Jean-Pierre Saez se situe dans cette perspective et considère qu'il faut rénover et refonder le système, qui est précieux, dans un état d'esprit fondé sur cette notion d'équité mise en valeur par Jérôme Bouët. Dans le système actuel, si l'on prend bien en compte les enjeux nationaux, mais aussi européens et internationaux, il lui semble qu'un certain nombre de conditions doivent être remplies. La première condition est qu'il faudrait pouvoir sur la durée (dix, quinze, voire vingt ans) rééquilibrer la politique de l'État par rapport aux territoires, justement parce qu'il faut aider la nation à se situer dans des enjeux qui sont européens et internationaux.

Cela suppose de renforcer le développement métropolitain. La deuxième condition est la stimulation de l'intercommunalité culturelle. Elle a avancé de façon trop disparate et inégale. Il faut qu'un cadre partenarial stimule cette intercommunalité, afin de mettre en œuvre des politiques territoriales plus cohérentes et qui articulent bien territoires de vie, territoires de projets et territoires institutionnels.

Concernant la question de l'inter-territorialité, des besoins peuvent tout à fait être pris en charge de façon inter territoriale, par exemple entre des régions, entre des départements ou entre des agglomérations. Cette question mérite là aussi réflexion. Par ailleurs, il faudrait ré-insuffler dans les DRAC les moyens qui leur permettent de jouer un rôle dynamique, d'accompagner de façon continue l'innovation, d'être présent dans le soutien aux nouvelles pratiques ou aux nouveaux acteurs. Cet impératif se pose aussi dans l'espace rural, car ce dernier comporte également de l'innovation qui demande à être encouragée.

Danièle DEAL, Direction Générale des Patrimoines

L'histoire culturelle découle de l'histoire du lieu, et le patrimoine est la trace laissée dans l'histoire du lieu. C'est pourquoi un travail est engagé au sein de la Direction générale des patrimoines, sur la mise au point d'un atlas du patrimoine. Ce dernier serait le lieu de rassemblement de l'information sur les traces patrimoniales, les cartes archéologiques, les monuments, etc. Cet atlas devrait être disponible au cours de l'année 2011 et accessible à tous sur Internet.

Il constitue une connaissance de base sur les territoires, permettant de développer différentes politiques. Nous aurons l'occasion de reparler de ce sujet lors d'un prochain conseil.

Pour la Direction générale des patrimoines, le patrimoine ne se conçoit que comme un patrimoine vivant. En ce sens, toutes nos politiques, par exemple sur les espaces protégés, sont déjà des politiques partagées. Le Ministre a parlé de la proposition de loi adoptée hier au Sénat. Cette loi est fondée autour du projet culturel sur le monument. Elle repose sur l'idée d'un partage entre l'Etat et la collectivité autour d'un projet. Les sénateurs ont d'ailleurs amendé les parties de la proposition de loi, en insistant sur cette notion de partage, de gestion avec un but déterminé et des engagements réciproques. De la même manière, la direction générale du patrimoine essaie de développer des politiques partenariales en matière de protection des objets mobiliers. Des conventions ont été proposées aux conseils généraux, mais elles sont à remettre en perspective dans le cadre de conventions générales qui peuvent exister sur la gestion d'éléments du patrimoine protégé. Un certain nombre de DRAC les ont intégrées dans le cadre d'accords avec une commune ou un territoire. C'est une démarche que la DGPAT souhaite poursuivre avec les Collectivités Territoriales.

Nicolas GEORGES, Direction Générale des Médias et des Industries Culturelles

La Direction Générale des Médias et des Industries Culturelles mène une politique d'observation depuis la décentralisation et dispose ainsi d'une cartographie statique de l'activité de la lecture publique. L'important dans la réflexion actuelle est de rendre cette observation dynamique, c'est-à-dire de montrer les forces, les acteurs et la façon dont ils agissent d'un point de vue dynamique. A la suite d'un rapport de l'Inspection générale des bibliothèques de 2008, la DGMIC a lancé un travail d'observation agrégée des financements des politiques publiques en matière de livre et lecture à tous les niveaux de collectivités territoriales et de l'État et a demandé à un cabinet de consultants d'effectuer une mission sur ce sujet. Un rapport a été présenté aux collectivités territoriales et à leurs associations. Ce rapport a conclu que notre projet complexe à mettre en œuvre et exigerait une forte implication des acteurs parties prenantes à ces financements. En effet, le recueil des données sur le terrain représente une tâche considérable, d'abord parce que cela impose des contraintes très fortes en termes d'organisation, mais aussi parce que certaines collectivités territoriales montrent des réticences face à la démarche. Cela étant, j'estime qu'il est important de le réaliser, dans une approche franche et partenariale. Le rapport de Jérôme Bouët fait état de la relance de la politique contractuelle. L'élément contractuel est effectivement très important pour mener des politiques partenariales. Le Ministre a lancé récemment 14 propositions pour la lecture. A travers ces 14 propositions, la politique contractuelle a été relancée avec les contrats dits Territoire Lecture, qui bénéficient de nouveaux moyens. Une doctrine et une stratégie sont nécessaires et il a été demandé aux DRAC de contribuer à l'élaboration de la stratégie qui précisera le rôle de ces contrats Territoire Lecture.

Elodie PERTHUISOT

Elodie Perthuisot remercie l'ensemble de ces interventions et informe le Conseil de la désignation de nouvelles personnalités qualifiées et leur donne la parole, si elles le souhaitent.

Myrto VITART

Elle constate que lors de son discours introductif, Monsieur le Ministre a eu un mot pour chacun des domaines de la culture. En revanche, n'a pas évoquée l'architecture. Or si le patrimoine est un domaine très légitimement placé au sein de la culture, l'architecture est une matière beaucoup plus transversale et voit son placement au sein de la culture quelque peu fragilisé. Elle a d'ailleurs parfois été placée à l'extérieur du champ d'intervention du Ministère de la Culture. elle souligne combien il lui semble important que l'architecture soit pleinement intégrée au sein de la culture. Il s'agit en effet d'une activité culturelle par excellence, qui offre de plus une visibilité en termes d'aménagement du territoire. Monsieur le Ministre a souligné que ce sont les écoles d'art qui forment les futurs artistes. Elle pense pour sa part que c'est l'architecture contemporaine qui fabrique le futur patrimoine. Il reste également beaucoup à faire pour la diffusion de l'architecture française à l'international. Il faut étendre l'action aux territoires et sortir l'architecture de son carcan.

Jérôme BOUET

Jérôme Bouët ne prétend pas avoir épuisé le sujet. Il ne dirait pas non plus qu'il s'agit du «temps 0», dans la mesure où beaucoup d'actions ont été menées auparavant. Il se réjouit des propositions qui ont été formulées, notamment par la FNCC et il lui semble pertinent que des propositions soient aussi soumises par des associations et des collectivités locales. Il indique s'être beaucoup appuyé sur la réforme des collectivités territoriales, d'abord parce qu'il s'agissait d'une actualité brûlante, et ensuite parce qu'il considère cette réforme comme importante. Il précise qu'il ne méconnaît pas les difficultés budgétaires des collectivités. Mais considère que cette réforme recèle des ferments de progrès, notamment sur la question du département mais également les rapprochements entre les départements et les régions. Cela lui paraît être une piste de développement de la coopération qui peut être très utile, notamment dans le secteur culturel. Il remarque que la question des métropoles a été un point de fixation des discussions mais souligne qu'elle n'est qu'un élément d'un ensemble. Un nouveau type de partenariat peut être inventé avec les grandes agglomérations qu'elles soient ou non des métropoles et cela peut se faire par le biais des métropoles car une opportunité est offerte par le texte de loi.

Ce texte invente en effet un système de gouvernance assez originale pour les métropoles. Par exemple, il prévoit que des régions ou des départements pourront transférer des compétences aux métropoles. L'État pourrait aussi, de son côté, chercher à inventer un mode de partenariat différent.

En tout cas, le système de relations et de conventions avec les agglomérations, quelle que soit leur taille, lui paraît un enjeu important. Comme le soulignent de nombreux économistes, l'agglomération est porteuse de développements culturels très forts. D'ailleurs, lorsque l'Union européenne a lancé les capitales européennes de la culture, c'est sans doute ce qu'elle a voulu souligner. Pour autant, l'action du ministère concerne l'ensemble du territoire, dans toute sa diversité. Il précise avoir essayé de montrer, dans ce rapport, qu'il fallait à la fois favoriser un développement du territoire sur des têtes de réseau, des pôles, des agglomérations, et irriguer sur l'ensemble du territoire. En effet, beaucoup reste à faire.

Vanik BERBERIAN, Association des Maires Ruraux de France

Monsieur Berberian salue les propos du Ministre qui a plusieurs reprises, a évoqué l'importance du territoire dans sa diversité pour y porter la politique culturelle, y compris dans les territoires ruraux. Également, il a été abordé la problématique du partenariat État/Collectivités territoriales sous l'angle de l'équité territoriale de nombreuses fois. Cependant, est oubliée la dimension du public. En effet, la fracture n'est pas que territoriale ; elle est aussi sociétale ou de société. Dans sa commune, dont l'activité culturelle et artistique est importante malgré une taille modeste, la difficulté est que ceux qui participent sont soit les touristes de passage, soit une population *a priori* sensibilisée à ces questions. A cet égard, les débats ont peu abordé les zones urbaines dites sensibles. Or les territoires ruraux excentrés et les zones urbaines sensibles rencontrent le même type de problématique en matière d'accès à la culture. Il regrette d'ailleurs que l'Éducation Nationale ne soit pas plus entreprenante sur ces questions. Très souvent, elles reposent sur les épaules des collectivités et ces dernières ne peuvent faire qu'en fonction de leurs moyens. Il souhaite donc que l'on n'oublie pas la question de l'accès à la culture. Concernant le patrimoine, notamment le patrimoine religieux, il indique que les charges considérables associées à ces bâtiments sont à la charge des communes et leur restauration devrait être assumée de façon large par la nation, et non uniquement par celui qui en est juridiquement le propriétaire.

Danièle DEAL, Direction Générale des Patrimoines

Danièle Deal informe le Conseil que la direction générale des patrimoines travaille sur les suites de la loi Grenelle II concernant l'engagement national pour l'environnement. Cette loi engendre un certain nombre de décrets auxquels l'État est partie prenante et la direction veillera tout particulièrement à garantir les spécificités de l'État en matière patrimoniale et architecturale. En particulier, il a été obtenu certaines dérogations au niveau de la loi pour permettre la protection du patrimoine et veiller à la création architecturale. En l'occurrence, il s'agissait d'éviter d'être contraints par des normes qui empêchent toute expression. Elle précise que le décret concernant les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) est en consultation ministérielle. Il devrait être soumis au Conseil d'Etat en février et paraître au printemps.

Elodie PERTHUISOT

Elodie Perthuisot aborde le 2e point à l'ordre du jour qui est la question des forums régionaux « Culture pour tous, culture pour chacun, culture partagée » qui se sont tenus à la fin de l'année 2010 et au début de l'année 2011 et du forum Culture 2011 du 4 février.

Francis LACLOCHE

L'objectif des forums en régions a été de recenser, de reconnaître et aussi de valoriser d'une certaine manière toutes les actions qui ont été menées par des associations, des établissements et autres structures diverses avec l'appui des collectivités locales. Ces 25 forums se sont déroulés à partir du mois de septembre et certains se sont achevés il y a quelques jours. Le but du forum national est à la fois de fournir un compte rendu transversal des 25 forums régionaux, de traiter des grands sujets transversaux, mais aussi d'écouter et

de provoquer des débats avec la salle et aussi de faire des propositions. Il s'agit de dresser un état des lieux des pratiques culturelles dans la démocratisation culturelle et de déterminer ce qu'il pourrait être fait. Sur ce dernier point, le Ministre interviendra en clôture du forum. Certaines des personnes présentes à ce Conseil interviendront. Il précise qu'un certain nombre d'élus de grandes villes ont été invités et sont parfois pris par un emploi du temps chargé.

Anne GERARD, Association des Maires de Grandes Villes de France

Elle indique que les forums locaux n'ont pas été forcément organisés en lien avec les collectivités. Elle constate que certains ont plutôt été organisés entre les professionnels et les DRAC. S'agissant du forum national, l'AMGVF aurait aimé que les associations d'élus soient sollicitées et que les rapports ne soient pas bilatéraux entre les élus et le ministère.

Florian SALAZAR-MARTIN

Florian Salazar-Martin revient sur le premier point évoqué par Anne Gérard et le glissement sémantique qui a pu être observé. Il estime que cette évolution est plutôt positive. Plusieurs fois, au sein de ce Conseil, la FNCC a insisté sur cette notion de partage. Etat et collectivités doivent travailler ensemble. Cela ne signifie pas pour autant que chacun assume la même responsabilité. A cet égard, il aurait peut-être été plus judicieux d'organiser ce forum national d'une manière plus partenariale. S'agissant des forums régionaux, il serait sans doute également judicieux de travailler autrement pour ceux qui ne se sont pas encore tenus.

Abraham BENGIO, Association des Régions de France

Il se réjouit du fait que les forums ont permis de débattre des sujets qui nous tiennent à cœur concernant les politiques culturelles (par exemple l'éducation artistique et culturelle). Depuis une dizaine d'années, le ministère a été souvent accusé d'être un peu léthargique sur ces questions. Au moins, pour une fois, un débat sur le sens a pu être entamé, même s'il a parfois été passionné et polémique, notamment sur la question sémantique de l'appellation *culture pour chacun*. Sauf à attendre un impossible doublement du budget de la culture, comme en 1981, si le ministère est décidé à accorder à la diversité culturelle la place qui lui revient, il faut qu'à budget constant les grandes institutions culturelles s'ouvrent à ce type de préoccupations. Sa question est donc de savoir qui seront les participants aux tables rondes du forum national ? Des représentants des grandes institutions culturelles françaises seront-elles conviées ? Il croit en effet que c'est avec eux que ces questions peuvent être abordées et résolues.

Annie GENEVARD, Association des Maires de France

Annie Genevard revient sur la question du glissement sémantique et indique qu'il faut aussi accepter le principe du caractère bilatéral du dialogue auquel tous aspire. Pour sa part, le terme « culture pour chacun » ne signifie pas une succession d'actions cloisonnées entre elles. Elle y voit la recherche de l'élargissement des publics.

Chacun sait aujourd'hui que les politiques mises en place n'irriguent pas l'ensemble des populations. Il faut être en capacité d'entendre cette interpellation. La formule « culture pour chacun, culture partagée, culture pour tous » permet à tous d'y trouver son compte. Néanmoins, le maintien d'une culture pour chacun lui semble positif dans la mesure où cette idée interpelle et interroge sur la question de savoir si les politiques que l'État et Collectivités mettent en place ne s'adressent pas toujours aux mêmes publics. Que l'État interpelle les collectivités sur cette question, comme il s'interpelle lui-même, me paraît un signe de bonne santé démocratique.

Véronique CHATENAY-DOLTO

Les forums en régions ont été organisés de septembre à décembre 2010. Il est intéressant de noter que ces forums ont été mis en place selon une très grande diversité d'approches. Aucune formule n'a été imposée.

L'objectif était de fournir une réflexion préalable à l'organisation du forum national qui se tiendra prochainement. Dans cette diversité d'approche, Véronique Chatenay-Dolto a relevé une constante : tous les forums régionaux ont été associés aux élus qui le souhaitent. Cela étant, il est aussi nécessaire que les élus se parlent entre eux. Elle ajoute que ces forums ont parfois donné lieu à des réunions participatives associant les élus aux niveaux régional et départemental et certaines grandes collectivités. Les réactions autour de cette table, montrent que cette formule peut sans doute être déclinée à nouveau. A cet égard, des forums sont programmés dans certaines régions au cours de l'année 2011. L'objectif de ces forums est de conduire une réflexion sur la territorialisation des politiques d'éducation artistique et sur la généralisation d'un certain nombre de politiques. Il n'existe pas de formule unique, mais il existe déjà des instances qui traitent de ces questions, dans lesquelles les associations d'élus sont parties prenantes. Elle pense par exemple aux COPREAC, des instances sur l'éducation artistique coprésidées par les recteurs et les DRAC. Celles-ci associent le Conseil Régional, les départements et les déclinaisons de l'Association des Maires de France au niveau départemental. Encore une fois, il est essentiel que les communes se parlent entre elles et contribuent à la circulation de l'information.

Vanik BERBERIAN, Association des Maires Ruraux de France

Vanik Berberian assure que les élus se parlent entre eux mais que pour sa part, il n'a pas entendu parler de ces forums régionaux. Par ailleurs, il suit de près la pratique culturelle avec l'Éducation Nationale, et n'a cependant jamais été informé de l'existence des COPREAC. Il insiste sur la responsabilité de l'Éducation Nationale, qui est grande selon lui. Si l'on veut que la culture vive, il faut commencer très tôt et à l'école. Or c'est de la responsabilité de l'Éducation Nationale. Il n'appartient pas aux collectivités territoriales de payer les professeurs de musique dans les écoles communales.

Francis LACLOCHE

Il faut savoir que les forums régionaux ont été demandés par des associations d'éducation populaire, des structures, des communautés locales qui avaient été réunies en avril dernier. Lorsque le Ministère a proposé l'organisation d'un forum national à la fin de l'année, ils ont tous demandé l'organisation préalable de forums régionaux. Il a été donc décidé au mois de juin de lancer des forums régionaux dès le mois de septembre.

Elodie PERTHUISOT

Elodie Perthuisot, remercie chacun des participants et propose une nouvelle séance plénière le 5 juillet 2011.